Protection contre les contrefaçons

La lutte contre les contrefaçons n'est pas encore terminée. Les spécialistes en techniques de sécurité proposent des solutions raffinées, comme des signes distinctifs, visibles ou soigneusement dissimulés. Alors que la branche pharmaceutique s'est déjà attelée au problème, l'industrie cosmétique vient d'en prendre conscience.

Le marché des contrefaçons est en plein boom: toujours plus global, audacieux et raffiné. Des bracelets-montres aux brosses à dents, les faussaires n'en finissent pas d'étendre leur palette de produits. Et voilà qu'ils s'intéressent aussi aux médicaments et aux produits cosmétiques. En 2007, la Commission européenne a constaté que les médicaments confisqués aux frontières de l'UE avaient augmenté de 51 % par rapport à l'année précédente. Sans compter les 6 millions d'articles cosmétiques. «Les contrefaçons ne concernent plus seulement des produits «à la mode» (comme les produits qui favorisent l'érection, les produits amincissants ou les préparations pour augmenter la masse musculaire), mais aussi des préparations originales contre le cancer ou les troubles cardiovasculaires», constate **Heinz Müller**, secrétaire général adjoint d'Interpharma, l'association des entreprises pharmaceutiques suisses pratiquant la recherche.

Coûteuse sécurité

En fait, il existe déjà quantité de procédures technologiques pour assurer la sécurité intégrée des produits. Ainsi, une des technologies de l'entreprise U-Nica, spécialisée dans la protection technique des marques, se base sur le fait que chaque objet possède une structure de surface unique, pour ainsi dire «individuelle», laquelle peut être enregistrée sous forme de donnée. Une autre possibilité est la sérialisation cryptographique d'unités de produits. Enfin, le groupe allemand STI propose également des éléments de sécurité de qualité pour des cas et contrats spéciaux. Le destinataire du produit ne peut cependant les vérifier à l'œil nu: les informations sont dissimulées dans des trames de sécurité, des marques spéciales et des vernis fluorescents, ainsi que dans des images 3D et peuvent uniquement être décryptées avec des appareils spéciaux de décodage. «En fonction des souhaits des clients, l'adjonction de tels éléments de sécurité peut faire jusqu'à 20 % du prix de l'emballage», explique **Claudia Rivinius**, responsable de la communication d'entreprise du groupe STI.

Jakob Küng, directeur de l'entreprise pharmaceutique Voigt SA, remarque que les vérifications de sécurité engendrent des frais importants pour les points de vente. Si tous les emballages de médicaments étaient dotés d'éléments de sécurité aussi sophistiqués, tous les points de vente devraient disposer des appareils de décryptage adéquats et tout le personnel devrait être formé en conséquence... ce qui est économiquement irréalisable. Par ailleurs, il pense qu'on ne peut exclure le cas d'un prestataire indélicat qui changerait la date de péremption d'un médicament comme le Viagra en le glissant dans un autre emballage... déjà pourvu d'éléments de sécurité. Etendre l'utilisation des emballages avec une garantie de première ouverture serait la solution adéquate contre ce genre de tromperie.

Isabelle Schmidiger, porte-parole du groupe Galenica, souligne que les collaborateurs connaissent très bien les produits. Les grossistes en pharmacie sont confrontés à de très nombreuses préparations et formes galéniques différentes. C'est pourquoi le vendeur doit être digne de foi, poursuit Isabelle Schmidiger. Seul le grossiste Amedis confirme vérifier de manière conséquente les éléments de sécurité des emballages lors de la réception des marchandises. Tous les grossistes contactés comptent sur la sérialisation de toutes les unités de vente pharmaceutiques pour améliorer la sécurité. Un numéro de série direct et invisible devrait bientôt permettre non seulement d'identifier les produits, mais également d'obtenir des informations sur leur lot de production, leur date de péremption et autres spécificités.

L'Italie donne l'exemple

Les défis techniques et les incertitudes concernant l'orientation et la mise en pratique des futures réglementations incitent la branche pharmaceutique à ne pas encore s'engager de manière plus décidée dans la protection technique des produits. D'ailleurs, récemment encore, on estimait que ce serait la puce RFID (de l'anglais radio frequency identification = radio-identification) qui s'imposerait dans la gestion

des marchandises. «Mais selon les connaissances actuelles, la RFID n'est plus vraiment la meilleure solution en matière de sécurité», explique Klaus Franken, responsable du marketing chez U-Nica.

Contrairement au code EAN international apposé sur les biens de consommation, la branche de la pharmacie semble plutôt privilégier les solutions nationales. En 2005, l'Italie a promulgué un décret qui assure la parfaite traçabilité des médicaments. Les «bollini» (vignettes) – avec un double code-barres – renferment quantité d'informations: fournisseur et destinataire du médicament, date, code du produit, charge et date de péremption. Par ailleurs, les autorités exigent que toute perte de vignette soit signalée à une banque de données centrale. Les contrevenants sont sanctionnés.

Le code 2D: la solution?

En attendant, l'association européenne de la branche pharmaceutique a exprimé son soutien à l'introduction paneuropéenne du code 2D datamatrix– développé à partir des «bollini» italiens. L'utilisation d'une technologie laser moderne permet d'apposer sur chaque unité un code individualisé durant le processus d'emballage, chez le fabricant. «Nous pouvons ainsi presque déterminer en temps réel à quel stade de la chaîne d'exploitation le médicament se trouve et par quelles étapes il a déjà passé», résume Jakob Küng, de l'entreprise Voigt. Ce modèle 2D datamatrix, plat, a l'avantage de rester lisible même lorsqu'il est partiellement endommagé.

Au vu de toute cette technique, mieux vaut redoubler de vigilance. Depuis juillet 2008, l'Administration fédérale des douanes est également autorisée à stopper des envois adressés à des particuliers. Et l'an dernier, les autorités ont ainsi confisqué 1175 envois suspects, dont 15,1 % de médicaments et seulement 0,2 % de parfums et produits cosmétiques. René Müller, responsable des achats chez Import Parfumerie, estime qu'en Suisse, la limite est bien définie entre les maisons de vente par correspondance établies de longue date et les offres douteuses qui circulent sur internet. Les contrefaçons de parfums sont néanmoins à la hausse en Europe. Le «Comité Colbert», association de l'industrie de luxe, signale d'ailleurs que les douaniers français ont arrêté en juin 2008 à la frontière belge un camion contenant quelque 58 000 faux parfums. Actuellement, 7 % des articles confisqués par les douanes français sont des produits cosmétiques.

L'industrie cosmétique s'y met aussi

«Apposer des éléments de sécurité sur les emballages est désormais essentiel pour les entreprises qui vendent des produits cosmétiques de qualité», assure **Martina Claus**, porte-parole de «Copaco», coopération germano-suisse en matière d'emballage,

qui s'occupe actuellement de clients de cette branche. D'ailleurs, on sait aussi que l'Oréal a attaqué le site de vente aux enchères ebay qui a plusieurs fois proposé des contrefaçons aux internautes. En fonction des besoins des clients, les entreprises Copaca élaborent des solutions qui intègrent les partenaires dans la chaîne logistique (douane, intermédiaire, etc.); l'identification en ligne via le portable est également une option technique parfaitement réalisable aujourd'hui.

Les maisons de luxe ne donnent pratiquement pas d'informations quant aux mesures qu'elles prennent pour lutter contre les contrefaçons. Le «Comité Colbert» s'engage quant à lui très activement sur le plan administratif et intensifie ses initiatives publiques pour lutter contre le piratage des produits de luxe. Bénéficiant de finances solides, le Comité Colbert qui dispose d'antennes en Chine, en Inde et dans le Golfe persique piste les faussaires sur place. Chaque marque est certes responsable de la défense de sa propre propriété intellectuelle, mais l'association faitière française fait tout de même savoir, sans entrer dans les détails, qu'un groupe de travail intitulé «système de marquage» a été chargé d'élaborer des projets pour la certification et l'authentification des produits ainsi que des mesures anti-vol.

Manuel Fischer / trad: cs

Ce décompte ne comprend pas 687 envois de médicaments qui ont été contrôlés sur la base de la loi sur les produits thérapeutiques. Ni les 1085 paquets confisqués sur la base de la loi sur le contrôle des métaux précieux.

La Chine est de loin le numéro un de la contrefaçon: d'ailleurs 67 % de tous les faux saisis par l'Administration fédérale des douanes proviennent de ce pays – il s'agit essentiellement d'accessoires et de vêtements. L'Inde (11 % de tous les produits confisqués) est plus spécialisée dans la contrefaçon de médicaments de marque. Enfin Hongkong (6 %) et la Turquie (4 %) fournissent des imitations d'accessoires, de vêtement, de montres et de bijoux de marque. (Source: Adm. féd. des douanes)